

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29075]

17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3 ;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 27, 35, 35/1;

Vu le décret de la Communauté française du 26 mars 2009 modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'enfance, en abrégé O.N.E., et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35 et 38 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance du 28 mai 2014;

Vu l'avis 56.769/2 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, par la loi du 2 avril 2003 et par la loi du 20 janvier 2014;

Considérant la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution;

Considérant la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des Communautés et des Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des Régions et financement des nouvelles compétences;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, il est inséré ce qui suit :

« 12° « FESC » : Fonds des Equipements et des Services collectifs, Fonds institué par l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales de travailleurs salariés du 19 décembre 1939;

13° « les projets FESC » : les services qui ont bénéficié des subventions du FESC pour l'année 2014. ».

Art. 2. A l'article 20 du même arrêté, les mots suivants « Ce montant est indexé, à partir de l'année civile 2015, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente » sont insérés après les mots « par la CCA. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, au chapitre IX, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit : « Les subventions de type 1 ».

Art. 4. Dans la section II du chapitre IX du même arrêté, il est inséré une sous-section 1 intitulée « Généralités ».

Art. 5. Dans la sous-section 1 du même arrêté, inséré par l'article 5 :

1° l'article 22 est remplacé par un nouvel article 22 rédigé comme suit : « Art 22.

Les subventions forfaitaires de fonctionnement, définies à l'article 35, § 1^{er}, du décret correspondent à la subvention de type 1. » ;

2° l'article 23 est remplacé par un nouvel article 23 rédigé comme suit : « Art 23.

Pour l'accueil extrascolaire agréé et subventionné de type 1, on entend par « journée de présence », la présence d'un enfant qui est inscrit et pris en charge par le personnel de l'accueil extrascolaire au moins ¼ h après la fin des cours, à l'exclusion des enfants qui sont repris par leurs parents à la fin des cours, ou qui sont reconduits par le rang. ».

Art. 6. La section III du chapitre IX du même arrêté est remplacée par une sous-section 2 intitulée : « Les subventions forfaitaires de fonctionnement ». Cette sous-section 2 comprend l'article 24 du même arrêté.

A l'article 24 du même arrêté, les mots « visé à l'article 35, alinéa 5, » sont remplacés par les mots « visé à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 7, ».

Art. 7. La section IV du chapitre IX du même arrêté est remplacée par une sous-section 3 intitulée : « Les subventions de différenciation positive ». Cette sous-section 3 comprend l'article 25 du même arrêté.

Art. 8. La section V du chapitre IX du même arrêté est remplacée par une sous-section 4 intitulée « La demande et la liquidation des subventions. ». Cette sous-section 4 contient un nouvel article 25/1 et l'article 26 du même arrêté.

Le nouvel article 25/1 est rédigé comme suit : « L'opérateur de l'accueil renvoie dûment complété, au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois qui suit le trimestre d'activités, le formulaire de demande de subvention établi par l'Office. Le formulaire comprend notamment les présences journalières d'enfants pour chaque lieu d'accueil, visées à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 4, ainsi qu'à l'article 36, alinéa 3, du décret.

Au-delà du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, la demande est irrecevable de plein droit. ».

Art. 9. Au chapitre IX du même arrêté, il est inséré une nouvelle section III intitulée « Les subventions de type 2. » qui comprend les sous-sections et les articles suivants :

« Sous-section 1^{er} : Généralités

Art. 26/1. Les subventions de type 2 sont celles visées à l'article 35/1 du décret.

Art. 26/2. Pour l'accueil extrascolaire agréé et subventionné de type 2, on entend par journée de présence, la présence d'un enfant qui est inscrit et pris en charge par le personnel de l'accueil extrascolaire :

1° au moins ¼ avant le début des cours;

2° en période scolaire, au moins ¼ h après la fin des cours, à l'exclusion des enfants qui sont repris par leurs parents à la fin des cours ou qui sont reconduits par le rang;

3° pendant au moins 3 heures les jours de vacances scolaires.

Un enfant présent le matin et l'après-midi sera comptabilisé une seule fois.

Sous-section 2 : Les conditions d'octroi de la subvention de type 2 et le calcul de l'enveloppe annuelle de subvention

Art. 26/3. La subvention de type 2 est octroyée sur base de l'article 35, § 2, du décret, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° l'opérateur répond aux conditions d'agrément de l'article 27 du décret ;

2° l'opérateur est retenu dans une programmation conformément aux articles 22/3 à 22/5 du décret ONE. Dans le cadre de la programmation, l'Office octroie l'agrément et le droit à la subvention de type 2 et fixe, par service et dans les limites des moyens disponibles, le nombre de journées de présence subsidiées sur une période d'un an, appelé capacité subsidiable. Cette capacité est inférieure ou égale à la capacité d'accueil d'un service. En cas de perte des aides et subventions à l'emploi visées à l'article 26/4, l'Office peut fixer une nouvelle capacité subsidiable ;

3° l'opérateur de l'accueil garantit une offre qui assure une continuité pédagogique, affective et spatio-temporelle à l'enfant et aux parents tout au long de l'année ;

4° l'opérateur de l'accueil offre une ouverture :

a) d'au minimum 220 jours par an;

b) pendant les périodes scolaires : d'au minimum 23,5 heures par semaine avec au minimum 16 heures par semaine par lieu d'accueil, réparties du lundi au vendredi;

c) pendant les périodes de vacances scolaires: d'au minimum 7 semaines avec une accessibilité d'au moins 10 heures par jour ;

5° l'opérateur de l'accueil possède un projet d'accueil conforme à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil ;

6° le personnel d'accueil fournit un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ;

7° l'opérateur de l'accueil fournit, en moyenne annuelle et par lieu d'accueil, un encadrement d'un accueillant extrascolaire pour 14 enfants présents. L'Office peut octroyer, à l'occasion de l'approbation des projets d'accueil, une dérogation à l'opérateur de l'accueil qui, dans ses projets d'accueil, justifie de l'intérêt d'un encadrement différent que celui visé à l'alinéa précédent, dès lors qu'ils font l'objet de compensation entre lieux d'accueil du même opérateur de l'accueil pour autant que le taux d'encadrement de 1 pour 14 soit garanti pour l'ensemble des lieux. Les personnes prises en compte dans les normes d'encadrement sont :

a) Les personnes engagées sous un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret;

b) Les agents statutaires de la fonction publique, qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret ;

8° l'opérateur de l'accueil introduit un dossier de demande d'agrément et d'octroi de subvention de type 2 auprès de l'Office qui comprend les éléments suivants :

1° la dénomination du pouvoir organisateur, son statut juridique attesté par une copie de ses statuts ou une copie des délibérations des organes compétents, l'adresse du siège, la commission paritaire ou l'organe de concertation sectoriel dont il relève, son numéro de compte bancaire et les coordonnées du responsable;

2° les lieux où peuvent être accueillis les enfants et qui sont concernés par la demande, avec l'adresse et une description de ces lieux;

3° les projets d'accueil;

4° les reconnaissances, agréments ou autorisations obtenues par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française ou l'affiliation à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française;

5° s'il échet, les modes, en ce compris l'encadrement, et durées prévisibles de déplacements;

6° l'offre et les activités d'accueil par lieu et par périodes durant lesquelles les enfants sont accueillis;

7° le taux d'encadrement pratiqué par lieu d'accueil;

8° la qualification du personnel par lieu d'accueil;

9° les montants des participations financières des personnes qui confient les enfants par activité d'accueil;

10° le montant des subventions perçues par l'opérateur de l'accueil pour les activités visées au 6°;

11° tout autre document requis par la programmation.

Art. 26/4. Une enveloppe annuelle de subvention est octroyée à l'opérateur de l'accueil. Elle est calculée sur la base :

1° d'un forfait individualisé établi par l'Office pour couvrir les charges salariales des accueillants extrascolaires. Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé à l'annexe 6, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes. Le forfait est octroyé à raison d'un mi-temps par tranche complète de 1.540 journées de présence subsidiées;

2° d'un forfait individualisé établi par l'Office pour couvrir les charges salariales des responsables de projet. Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé à l'annexe 6, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes. Le forfait est octroyé à raison d'un mi-temps par tranche complète de 15.400 journées de présence subsidiables;

3° d'un forfait pour couvrir les frais de fonctionnement de 10 % de la somme des forfaits repris aux points 1 et 2 avant les déductions prévues à l'alinéa 3;

Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et dans le cadre de la capacité subsidiable par l'ONE, les forfaits sont diminués des aides à l'emploi octroyées par les Régions en ce compris les réductions de cotisations de sécurité sociale, et des subventions à l'emploi octroyées par les autres niveaux de pouvoir et affectées aux fonctions d'accueil et d'encadrement.

Cette enveloppe constitue un plafond pour les subventions. Elle est indexée, à partir de l'année civile 2015, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice santé de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. Les participations financières des parents ne sont pas déduites.

Sous-section 3 : La demande et la liquidation des subventions.

Art. 26/5. § 1^{er}. Les subventions de type 2 sont accordées pour une période courant du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante.

§ 2. L'Office accorde des avances trimestrielles correspondant à 20% de l'enveloppe annuelle de subvention visée à l'article 26/4.

Chaque trimestre, l'opérateur de l'accueil transmet, dans un délai de 3 mois :

- un récapitulatif de l'ensemble des journées de présences réalisées sur les lieux agréés et subventionnés de type 2 durant le trimestre clôturé ;

- une copie des contrats de tous les accueillants extrascolaires et responsable(s) de projet de l'opérateur de l'accueil engagés durant le trimestre écoulé, dont les charges salariales sont couvertes par la présente subvention. Les copies des contrats déjà transmis à l'Office une année, ne doivent plus l'être les années suivantes, sauf en cas de modification du contrat ou de diplôme utile complémentaire;

Dans le cas où l'opérateur de l'accueil ne comptabilise pas 75 % d'1/12 des journées de présence subsidiables pendant trois mois consécutifs, les avances sont proratisées au nombre de journées de présence réalisées effectivement. Le troisième trimestre civil est immunisé.

§ 3. Pour le 31 décembre de l'exercice, l'opérateur de l'accueil introduit à l'ONE son dossier annuel. Le solde sera liquidé suite à l'analyse de ce dossier.

Dans le cas où, suite à l'analyse du dossier annuel, le solde de la subvention à verser à l'opérateur de l'accueil est négatif, ce dernier rembourse le trop perçu dans un délai de 3 mois à partir de la notification du résultat de l'analyse.

Art. 26/6. Le dossier annuel, dont le modèle est fixé par l'Office, comprend au moins :

1° un résultat comptable sur lequel apparaissent toutes les charges et toutes les autres sources de subventionnement, ainsi que le montant des participations financières des parents;

2° un tableau reprenant l'ensemble du personnel en place durant la période concernée, pour chaque lieu d'accueil concerné, précisant également les diplômes obtenus et les formations continues suivies pour chaque accueillant extrascolaire et chaque responsable de projet;

3° les justificatifs des charges salariales par travailleur, dont le contenu et les modalités de transmission sont définis par l'ONE;

4° pour les frais de fonctionnement : un récapitulatif des factures datant de la période couverte et disponible sur place pour contrôle.

Art. 26/7. § 1^{er}. En matière de frais de personnel, les subventions de type 2 peuvent couvrir la rémunération brute, la cotisation patronale d'assurance sociale des employeurs, la prime de fin d'année, les pécules de vacances, le pécule de départ, les coûts annexes des personnes engagées pour exercer la fonction d'accueillant extrascolaire ou la fonction de responsable de projet ou toute autre obligation issue de la commission paritaire ou du comité de secteur auquel l'opérateur de l'accueil appartient.

Tous ces frais sont admissibles, sauf s'ils sont pris en charge par un autre pouvoir public.

§ 2. Des frais de fonctionnement peuvent être pris en charge, pour un montant maximum de 10 % de la somme des forfaits repris aux points 1 et 2 de l'article 26/4, alinéa 1^{er}. Les dépenses admissibles concernent des frais de : bureau, téléphone, informatique, fournitures, courrier, réunions, publications, communications, autres charges salariales liées au projet, formation, transport, énergie, chauffage, eau, électricité, entretien des locaux, loyers, amortissement, assurances, alimentation, pharmacie, activités, matériel et outils pédagogiques.

§ 3. Toutes les dépenses visées aux §§ 1^{er} et 2 doivent être justifiées et relatives exclusivement à l'accueil extrascolaire, à l'exception du matériel et des outils pédagogiques qui peuvent être partagés avec d'autres structures d'accueil des enfants.

Art. 26/8. Le paiement de l'enveloppe sera garanti pour autant que les présences réelles représentent au moins 90 % de la capacité subsidiée et que les dépenses soient justifiées. En dessous, l'enveloppe serait diminuée proportionnellement à la différence avec ces 90 %.

Les journées de présence des différents accueils sont comptabilisées séparément, pour des lieux clairement identifiés, puis additionnées.

Si la sous-occupation se produit sur deux années consécutives, la capacité subsidiable sera adaptée, en fonction de la moyenne des deux années. ».

Art. 10. Au chapitre IX du même arrêté, il est inséré une nouvelle section IV intitulée « Les subventions complémentaires pour l'accueil flexible. » qui comprend les sous-sections et les articles suivants :

« Sous-section 1^{er} : Généralités

Art 26/9. Pour l'accueil extrascolaire flexible, on entend par journée de présence :

1° la présence d'un enfant participant à l'accueil organisé avant 7 h 00 les jours de semaine;

2° la présence d'un enfant participant à l'accueil organisé après 18 h 00 les jours de semaine;

3° la présence d'un enfant pendant au moins 3 heures les jours de week-end.

Sous-section 2 : Les conditions d'octroi de la subvention de type 2 et le calcul de l'enveloppe annuel de subvention

Art. 26/10. Une subvention complémentaire peut être octroyée à l'opérateur de l'accueil pour des lieux qui disposent d'une subvention de type 1 ou 2, sur base de l'article 35/1 du décret, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° l'opérateur est retenu dans une programmation conformément aux articles 22/3 à 22/5 du décret ONE. Dans le cadre de la programmation, l'Office octroie le droit à la subvention complémentaire et fixe, par service et dans les limites des moyens disponibles, le nombre de journées de présence subsidiables sur une période d'un an, appelé capacité subsidiable. Cette capacité est inférieure ou égale à la capacité d'accueil d'un service. En cas de perte des aides et subventions à l'emploi visées à l'article 26/12, l'Office peut fixer une nouvelle capacité subsidiable ;

2° le personnel d'accueil fournit un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ;

3° l'opérateur de l'accueil doit offrir, sur le lieu d'accueil, une ouverture :

a) d'au minimum 15 heures, en moyenne trimestrielle, en période flexible réparties du lundi au vendredi, en plus des heures prises en compte pour la subvention de type 1 ou 2.

b) d'au minimum 220 jours par an ;

4° pour les périodes flexibles, l'opérateur de l'accueil peut demander une participation financière d'au maximum 2 euros par heure. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation ;

5° l'opérateur de l'accueil élabore un projet d'accueil conforme au code de qualité. Le projet d'accueil doit également être adapté aux spécificités de ce type d'accueil, notamment les horaires décalés, l'importance des passages d'informations, la prise en compte des rythmes de l'enfant ;

6° l'opérateur de l'accueil doit fournir, par lieu d'accueil, un encadrement d'un accueillant extrascolaire pour 14 enfants présents. Les personnes prises en compte dans les normes d'encadrement sont :

a) les personnes engagées sous un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret;

b) les agents statutaires de la fonction publique, qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret ;

7° les opérateurs de l'accueil introduisent un dossier de demande d'octroi de subvention auprès de l'Office qui comprend les éléments suivants :

1° la dénomination du pouvoir organisateur, son statut juridique attesté par une copie de ses statuts ou une copie des délibérations des organes compétents, l'adresse du siège, la commission paritaire dont il relève, son numéro de compte bancaire et les coordonnées du responsable;

2° les lieux où peuvent être accueillis les enfants et qui sont concernés par la demande, avec une description de ces lieux;

3° le projet d'accueil, comprenant les modalités particulières relatives à l'accueil flexible;

4° s'il échet, les modes, en ce compris l'encadrement, et durées prévisibles de déplacements;

5° l'offre et les activités d'accueil par lieu et par périodes durant lesquelles les enfants sont accueillis;

6° le taux d'encadrement pratiqué par lieu d'accueil;

7° la qualification du personnel par lieu d'accueil;

8° les montants des participations financières des personnes qui confient les enfants par activité d'accueil;

9° tout autre document requis par la programmation.

L'Office octroie le droit à la subvention complémentaire pour une capacité subsidiable, définie par un nombre de journées de présence subsidiables sur une période d'un an.

Art. 26/11. Une enveloppe annuelle de subvention est octroyée à l'opérateur de l'accueil. Elle est calculée sur la base :

1° d'un forfait individualisé établi par l'Office pour couvrir les charges salariales des accueillants extrascolaires. Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé à l'annexe 6, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes. Le forfait est octroyé à raison d'un mi-temps par tranche complète de 2 360 journées d'accueil. Par dérogation, le premier forfait est octroyé d'office;

2° d'un forfait pour couvrir les frais de fonctionnement de 10 % de la somme des forfaits repris au 1°, avant les déductions prévues à l'alinéa2;

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 1°, et dans le cadre de la capacité subsidiable par l'ONE, les forfaits sont diminués des aides à l'emploi octroyées par les Régions en ce compris les réductions de cotisations de sécurité sociale, et des subventions à l'emploi octroyées par les autres niveaux de pouvoir et affectées à l'accueil extrascolaire flexible.

Cette enveloppe constitue un plafond pour les subventions. Elle est indexée, à partir de l'année civile 2015, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice santé de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. Les participations financières des parents ne sont pas déduites.

Sous-section 3 : La demande et la liquidation des subventions.

Art. 26/12. Les modalités de demande et de liquidation de la subvention, ainsi que la justification de la subvention sont celles prévues pour l'accueil agréé et subventionné de type 2, telles que définies aux articles 26/5 à 26/8. ».

Art. 11. Au chapitre IX du même arrêté, la section VI du présent arrêté est remplacé par une nouvelle section V intitulée « Le contrôle. » qui comprend l'article 27 du même arrêté, ainsi que les nouveaux articles suivants :

« Art. 27/1. L'opérateur de l'accueil tient, sur chaque lieu d'accueil, les dossiers individuels d'inscription reprenant notamment les coordonnées de l'enfant, des personnes qui l'ont confié, qui sont autorisées à venir le chercher, qui sont à joindre en cas d'urgence, les spécificités de l'enfant à prendre en compte, et un registre des présences quotidiennes. Ce registre doit être conservé durant 3 ans par l'opérateur de l'accueil.

Les opérateurs de l'accueil agréé et subventionné de type 1 et bénéficiant d'une subvention de différenciation positive conserve également durant 3 ans les justificatifs fournis par les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard de l'enfant, sur base desquels il est autorisé à solliciter une telle subvention.

Art. 27/2. L'Office peut procéder à des contrôles sur place. Chaque opérateur de l'accueil:

1° fournit aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande, tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission; il ne peut y avoir dispense de cette obligation pour un motif quelconque;

2° donne communication aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande et sans déplacement, des registres, états, correspondances et autres documents dont la consultation leur serait utile pour s'acquitter de leur mission;

3° avertit préalablement, par écrit, l'Office de tout changement concernant ses activités ou son mode de fonctionnement pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions d'accueil. ».

Art. 12. Entre l'article 30 et l'article 31 du même arrêté, il est inséré ce qui suit :

« Art. 30/1. Une période transitoire est prévue entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 septembre 2017 pour la gestion et le financement par l'Office des projets FESC.

Pendant cette période de transition, l'Office alloue une subvention annuelle égale à la subvention perçue à charge du Fonds visés au § 1^{er} pour l'année 2012, indexée, à partir de l'année civile 2015, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice santé de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente, pour autant que l'opérateur de l'accueil puisse justifier l'utilisation de cette subvention conformément aux dispositions prévues à l'article 26/6.

Si des circonstances exceptionnelles rendent cette année peu représentative de l'activité habituelle du service, sur base d'une demande motivée, l'Office peut prendre l'année 2011 comme référence.

L'Office accorde des avances trimestrielles correspondant à 20 % de la subvention annuelle visée à l'alinéa 2.

Le solde de la subvention est liquidé après examen par l'Office d'un dossier annuel conforme aux dispositions de l'art. 27/7.

La subvention est réduite proportionnellement au nombre de mois que la période comptabilise.

A l'échéance de la période transitoire, l'Office fixe la capacité subsidiable des projets FESC en application du présent arrêté.

Art. 30/2. Les responsables de projets et les accueillants extrascolaires des projets FESC qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en fonction, sont réputés satisfaire au prescrit de l'article 18 du décret.

Art. 30/3. Durant la période transitoire, et dans la limite des crédits disponibles, l'Office est habilité à augmenter la subvention visée à l'article 30/1, alinéa 2 au maximum du montant promérité lorsqu'un opérateur était subventionné par l'Office au titre d'école de devoirs ou de centre de vacances.

Art. 30/4. Durant la période transitoire, et dans la limite des crédits disponibles, l'Office est habilité à octroyer des subventions complémentaires en application des critères fixés dans son contrat de gestion. ».

Art. 13. Les articles 14, 2°, 19, 20, 22, 23, 24, 1° à 5°, 25, 1°, 26, 27, 29 à 35, du décret du 26 mars 2009, modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE » et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire entrent en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2015. ».

Art. 14. Il est inséré une annexe 6 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 16. La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
J. MILQUET

Annexe à l'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil durant le temps libre des enfants et au soutien de l'accueil extrascolaire

Annexe 6. à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil durant le temps libre des enfants et au soutien de l'accueil extrascolaire

Barèmes de référence pour le calcul des subventions des opérateurs de l'accueil de type 2

indice-pivot	119,62 (base 2004=100)		
Pourcentage de liquidation	160,84 %		
Coefficient de liquidation	1,6084		
Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)s *	Puériculteur(trice) – Accueillant(e) (ou assimilé(e))		
Ancienneté de service	base annuelle 100 %	Ancienneté de service	base annuelle 100 %
0	17.305,48	0	14.356,35
1	17.729,56	1	14.921,65

indice-pivot		119,62 (base 2004=100)	
Pourcentage de liquidation		160,84 %	
Coefficient de liquidation		1,6084	
Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)s *		Puériculteur(trice) – Accueillant(e) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	base annuelle 100 %	Ancienneté de service	base annuelle 100 %
2	17.879,54	2	15.067,73
3	18.718,50	3	15.310,18
4	18.718,50	4	15.373,62
5	19.276,27	5	15.580,28
6	19.276,27	6	15.643,72
7	20.881,64	7	15.850,38
8	20.881,64	8	15.913,83
9	21.775,68	9	16.347,70
10	21.940,21	10	16.596,64
11	22.496,87	11	16.815,93
12	22.496,87	12	16.892,04
13	23.053,52	13	17.111,34
14	23.053,52	14	17.187,46
15	23.817,42	15	17.633,99
16	25.318,25	16	17.710,07
17	25.874,89	17	17.929,40
18	26.135,15	18	18.005,49
19	26.691,81	19	18.224,82
20	26.991,81	20	18.300,91
21	27.248,48	21	18.520,22
22	27.248,48	22	18.596,32
23	27.805,13	23	18.815,64
24	27.805,13	24	18.888,61
25	28.361,78	25	19.113,92
26	28.361,79	26	19.191,54
27	28.918,45	27	19.412,36
28	28.918,45	28	19.489,99
29	29.228,29	29	19.710,81

* Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des responsables de projet

Vu pour être annexé à l'arrêté du 17 décembre 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
J. MILQUET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29075]

17 DECEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ", artikel 3;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de artikelen 27, 35, 35/1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E." en van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de artikelen 35 en 38;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 april 2014;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" van 28 mei 2014;

Gelet op het advies 56.769/2 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997, bij de wet van 2 april 2003 en bij de wet van 20 januari 2014;

Overwegende de wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.;

Overwegende de wet van 6 januari 2014 wet tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, wordt het volgende ingevoegd :

"12° FCUD : Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten, ingesteld bij artikel 107 van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

13° "de FCUD-projecten" : de diensten die de subsidies van het FCUD voor het jaar 2014 hebben genoten."

Art. 2. In artikel 20 van hetzelfde besluit, worden de volgende woorden "Dit bedrag wordt vanaf het burgerlijk jaar 2015 geïndexeerd, door op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande burgerlijk jaar toe te passen" toegevoegd na de woorden "door de GOC".

Art. 3. In hetzelfde besluit, wordt in hoofdstuk IX, het opschrift van afdeling II vervangen als volgt : "De subsidies van type 1".

Art. 4. In afdeling II van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt : "Algemene bepalingen".

Art. 5. In onderafdeling 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 5 :

1° artikel 22 wordt vervangen door een nieuw artikel 22, luidend als volgt : "Art 22. De vaste werkingssubsidies, bepaald in artikel 35, § 1, van het decreet dat overeenstemt met de subsidie van type 1.";

2° artikel 23 wordt vervangen door een nieuw artikel 23, luidend als volgt : "Art. 23. Voor de erkende en gesubsidieerde buitenschoolse opvang van type 1, wordt onder "aanwezigheidsdag" verstaan, de aanwezigheid van een kind dat ingeschreven is en wordt begeleid door het personeel van de buitenschoolse opvang minstens ¼ uur na het einde van de lessen, met uitsluiting van de kinderen die door hun ouders na de lessen worden afgehaald, of die met een rij worden begeleid.

Art. 6. Afdeling III van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit wordt vervangen door een onderafdeling 2, luidend als volgt : "De vaste werkingssubsidies". Die onderafdeling 2 omvat artikel 24 van hetzelfde besluit.

In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 35, vijfde lid" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 35, § 1, zevende lid,".

Art. 7. Afdeling IV van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit wordt vervangen door een onderafdeling 3, luidend als volgt : "Positieve differentiatiesubsidies". Die onderafdeling 3 omvat artikel 25 van hetzelfde besluit.

Art. 8. Afdeling V van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit wordt vervangen door een onderafdeling 4, luidend als volgt : "Aanvraag en vereffening van de subsidies.". Die onderafdeling 4 omvat een nieuw artikel 25/1 en artikel 26 van hetzelfde besluit.

Het nieuwe artikel 25/1 luidt als volgt : "De opvangoperator stuurt, uiterlijk de laatste werkdag van de derde maand volgend op het activiteitstrimester, het behoorlijk ingevulde formulier voor de aanvraag om subsidie die door Dienst wordt opgesteld, terug. Het formulier omvat inzonderheid de aanwezigheidsdagen van kinderen voor elke opvangplaats, bedoeld in artikel 35, § 1, vierde lid, alsook in artikel 36, derde lid, van het decreet.

Na de in het eerste lid vastgestelde termijn, wordt de aanvraag van rechtswege als onontvankelijk beschouwd."

Art. 9. In hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, wordt een nieuwe afdeling III ingevoegd, luidend als volgt "Subsidies van type 2.", die de volgende onderafdelingen en artikelen omvat :

"Onderafdeling 1 : algemene bepalingen

Art. 26/1. De subsidies van type 2 zijn deze die in artikel 35/1 van het decreet bedoeld zijn.

Art. 26/2. Voor de erkende en gesubsidieerde buitenschoolse opvang van type 2, wordt onder "aanwezigheidsdag" verstaan, de aanwezigheid van een kind dat ingeschreven is en wordt begeleid door het personeel van de buitenschoolse opvang :

1° minstens ¼ uur vóór het begin van de lessen,

2° gedurende de schoolperiode, minstens ¼ uur na het einde van de lessen, met uitsluiting van de kinderen die door hun ouders na de lessen worden afgehaald, of die met een rij worden begeleid.

3° gedurende minstens 3 uur tijdens de schoolvakantiedagen.

Een kind dat in de morgen en in de namiddag aanwezig is, wordt één enkele keer geteld.

Onderafdeling 2 : Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie van type 2 en berekening van het jaarlijkse subsidiebedrag

Art. 26/2. De subsidie van type 2 wordt toegekend op grond van artikel 35, § 2, van het decreet, met naleving van de volgende voorwaarden :

1° de operator voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van artikel 27 van het decreet;

2° de operator wordt in een programmatie opgenomen overeenkomstig de artikelen 22/3 tot 22/5 van het "ONE"-decreet. In het kader van de programmatie kent de Dienst de erkenning en het recht op de subsidie van type 2 toe, en stelt, per dienst en binnen de perken van de beschikbare middelen, het aantal voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen voor een periode van één jaar, subsidieerbare capaciteit genoemd. Die capaciteit is lager dan of gelijk aan de opvangcapaciteit van een dienst. Bij verlies van de steungelden en subsidies voor tewerkstelling bedoeld in artikel 26/4, kan de Dienst een nieuwe subsidieerbare capaciteit vaststellen;

3° de opvangoperator staat in voor een aanbod dat zorgt voor pedagogische en affectieve continuïteit en continuïteit in tijd en ruimte voor het kind en de ouders gedurende het hele jaar;

4° de opvangoperator biedt opening :

a) gedurende minstens 220 dagen per jaar;

b) gedurende de schoolperiodes : minstens 23,5 uur per week met minstens 16 uur per week voor elke opvangplaats, verdeeld over maandag tot vrijdag;

c) gedurende de schoolvakantieperiodes : minstens 7 weken, toegankelijk minstens 10 uur per dag;

5° de opvangoperator heeft een opvangproject dat in overeenkomst is met het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

6° het opvangpersoneel legt een uittreksel uit het Strafregister over dat wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering;

7° de opvangoperator biedt, als jaarlijks gemiddelde en voor elke opvangplaats, een begeleiding door een buitenschoolse opvangouder voor 14 aanwezige kinderen. De Dienst kan, bij de goedkeuring van de opvangprojecten, een afwijking toestaan aan de opvangoperator die, in zijn opvangprojecten, het bewijs levert van de noodzaak van een begeleiding die verschillend is van die bedoeld in het vorige lid, als voor die projecten een compensatie wordt toegestaan tussen verschillende opvangplaatsen van één zelfde opvangoperator, voor zover het begeleidingspercentage van 1 voor 14 voor het geheel van de plaatsen wordt gewaarborgd. De personen die in aanmerking worden genomen in de begeleidingsnormen zijn :

a) de personen die met een arbeidsovereenkomst worden tewerkgesteld overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet;

b) de statutaire personeelsleden van het openbaar ambt, die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet;

8° de opvangoperator dient een dossier in betreffende een aanvraag om erkenning en om toekenning van een subsidie van type 2 bij de Dienst, die de volgende gegevens omvat :

1° de benaming van de inrichtende macht, haar juridisch statuut dat wordt bekrachtigd door een afschrift van zijn statuut of van de na beraadslaging door de bevoegde organen genomen beslissingen, het adres van de zetel, de paritaire commissie of het sectoraal overlegorgaan waaronder ze ressorteert, haar bankrekeningnummer en de persoonlijke gegevens van de verantwoordelijke;

2° de plaatsen waar de kinderen kunnen worden opgevangen, die in de aanvraag worden bepaald, met het adres en een beschrijving van die plaatsen;

3° de opvangprojecten;

4° de erkenningen of de vergunningen die worden verkregen bij of krachtens een decreet- of verordeningsbepaling van de Franse Gemeenschap of de aansluiting bij een organisatie of federatie die erkend is bij of krachtens een decreet- of verordeningsbepaling van de Franse Gemeenschap;

5° in voorkomend geval, de wijzen, met inbegrip van de begeleiding, en de voorzienbare verplaatsingsduur;

6° het aanbod en de activiteiten van de opvang voor elke plaats en elke periode gedurende welke de kinderen worden opgevangen;

7° het begeleidingspercentage dat door de opvangplaats wordt toegepast;

8° de kwalificatie van het personeel in elke opvangplaats;

9° de bedragen van de financiële bijdrage, voor elke opvangactiviteit, van de personen die hun kinderen toevertrouwen;

10° het bedrag van de subsidies die door de opvangoperator worden ontvangen voor de in punt 6° bedoelde activiteiten;

11° elk ander document dat voor de programmatie vereist is.

Art. 26/4. Er wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan de opvangoperator. Ze wordt berekend op grond van :

1° een geïndividualiseerd vast bedrag dat door de Dienst wordt vastgesteld om de loonlasten van de buitenschoolse opvangpersonen te dekken. Het vast bedrag houdt zoveel mogelijk rekening met het referentiebarema dat in bijlage 6 wordt bepaald, met de werkgeverslasten die op de brutobezoldiging worden berekend, met de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de RSZ-lasten in verband daarmee. Het vast bedrag wordt toegekend in verhouding tot één halve-tijd per volledige schijf van 1.540 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen;

2° een geïndividualiseerd vast bedrag dat door de Dienst wordt vastgesteld om de loonlasten van de verantwoordelijken voor het project te dekken. Het vast bedrag houdt zoveel mogelijk rekening met het in bijlage 6 bepaalde referentiebarema, met de werkgeverslasten die op de brutobezoldiging worden berekend, met de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de RSZ-lasten in verband daarmee. Het vast bedrag wordt toegekend in verhouding tot één halve-tijd per volledige schijf van 15.400 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen;

3° een vast bedrag om de werkingskosten van 10 % van de som van de vaste bedragen vermeld in de punten 1 en 2 te dekken, vóór de aftrek bedoeld in het derde lid;

In de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde gevallen en in het kader van de door de ONE subsidieerbare capaciteit, worden de vaste bedragen verminderd met de steungelden voor tewerkstelling die door de Gewesten worden toegekend, met inbegrip van de verminderingen van de bijdragen inzake sociale zekerheid, en met de subsidies voor tewerkstelling die worden toegekend door de andere overheidsniveaus en bestemd voor de opvang- en begeleidingsambten.

Dat bedrag is een maximumbedrag voor de subsidies. Het wordt vanaf het burgerlijk jaar 2015 geïndexeerd, door op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van het voorafgaande burgerlijk jaar toe te passen. De financiële bijdragen van de ouders worden niet afgetrokken.

Onderafdeling 3. Aanvraag om subsidies en vereffening van subsidies

Art. 26/5. § 1. De subsidies van type 2 worden toegekend voor een periode die van 1 oktober tot 30 september van het volgende jaar loopt.

§ 2. De Dienst kent driemaandelijks voorschotten toe die overeenstemmen met 20 % van het jaarlijkse subsidiebedrag bedoeld in artikel 26/4.

Elk trimester zendt de opvangoperator binnen een termijn van drie maanden :

- een samenvattende tabel van het geheel van de aanwezigheidsdagen die op de erkende en gesubsidieerde plaatsen van type 2 gedurende het afgelopen trimester werden gepresteerd;

- een afschrift van de arbeidsovereenkomsten van alle buitenschoolse opvangpersonen en verantwoordelijken voor het project van de opvangoperator die gedurende het afgelopen trimester tewerkgesteld zijn, wier loonlasten door deze subsidie worden gedekt. De afschriften van de overeenkomsten die reeds in een jaar aan de Dienst werden meegedeeld, moeten de volgende jaren niet meer worden meegedeeld, tenzij de overeenkomst of het nuttige aanvullend diploma wordt gewijzigd.

Ingeval de opvangoperator niet 75% van één twaalfde van de voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen gedurende drie opeenvolgende maanden telt, worden de voorschotten berekend naar rata van het aantal werkelijk gepresteerde aanwezigheidsdagen. Het derde burgerlijk trimester wordt geïmmuniseerd.

§ 3. Voor 31 december van het dienstjaar, legt de opvangoperator de ONE zijn jaarlijks dossier voor. Het saldo wordt vereffend na de analyse van dat dossier.

Ingeval het saldo van de subsidie dat aan de opvangoperator moet worden gestort, na de analyse van het jaarlijks dossier, nadelig blijkt te zijn, betaalt deze het onverschuldigde bedrag terug binnen een termijn van drie maanden na de mededeling van het resultaat van de analyse.

Art. 26/6. Het jaarlijks dossier, waarvan het model door de Dienst wordt vastgesteld, bestaat ten minste uit :

1° een boekhoudkundig resultaat waarin alle lasten en alle andere subsidiëeringsbronnen, alsook het bedrag van de financiële bijdragen van de ouders voorkomen;

2° een tabel met vermelding van het gehele personeel dat gedurende de in aanmerking komende periode aanwezig is, voor elke betrokken opvangplaats, ook met vermelding van de behaalde diploma's en de voortgezette opleidingen die werden gevolgd door elke buitenschoolse opvangpersoon en elke project-verantwoordelijke;

3° de verantwoordingsstukken voor de loonlasten voor elke werknemer, waarvan de inhoud en de regels voor de verzending ervan door de ONE nader bepaald worden;

4° voor de werkingskosten : een samenvattende tabel van de facturen die van de gedekte periode dateren, die ter plaatse beschikbaar is voor controle.

Art. 26/7. § 1. Inzake personeelskosten kunnen de subsidies van type 2 de volgende gegevens inhouden : de brutobezoldiging, de werkgeversbijdrage voor de sociale zekerheid van de werkgevers, de eindejaarstoelage, het vakantiegeld, de vertrekpremie, de bijkomende kosten van de personen die aangeworven zijn om het ambt van buitenschoolse opvangpersoon of van project-verantwoordelijke uit te oefenen of om elke andere verplichting die wordt bepaald door de paritaire commissie of het sectorcomité waartoe de opvangoperator behoort, na te komen.

Al die kosten komen in aanmerking, tenzij ze door een andere overheid ten laste worden genomen.

§ 2. Werkingskosten kunnen ten laste worden genomen, voor een maximumbedrag van 10 % van de som van de vaste bedragen die in de punten 1 en 2 van artikel 26/4, eerste lid, worden vermeld. De in aanmerking komende diensten hebben betrekking op de volgende kosten : bureau, telefoon, informatica, leveringen, briefwisseling, vergaderingen, publicaties, mededelingen, andere loonlasten in verband met het project, opleiding, vervoer, energie, verwarming, water, elektriciteit, onderhoud van de lokalen, huur, afschrijving, verzekeringen, voedsel, apotheek, activiteiten, materieel en pedagogische instrumenten.

§ 3. Alle uitgaven bedoeld in de §§ 1 en 2 moeten worden verantwoord en uitsluitend betrekking hebben op de buitenschoolse opvang, met uitzondering van het materieel en de pedagogische instrumenten die door andere kinderopvangvoorzieningen kunnen worden gebruikt.

Art. 26/8. Het bedrag van de subsidie zal worden gewaarborgd, voor zover de werkelijke aanwezigheid minstens 90% van de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit vertegenwoordigt en voor zover de uitgaven worden verantwoord. Beneden dat cijfer zal het bedrag worden verminderd in verhouding tot het verschil tegenover dat cijfer van 90%.

De aanwezigheidsdagen van de verschillende opvangvoorzieningen worden afzonderlijk geboekt, voor welbepaalde plaatsen, en vervolgens opgeteld.

Als de onderbezetting over twee opeenvolgende jaren plaatsvindt, wordt de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit aangepast, op grond van het gemiddelde van beide jaren."

Art. 10. In hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, wordt een nieuwe afdeling IV ingevoegd, waarvan het opschrift luidt als volgt : "Aanvullende subsidies voor flexibele opvang.", onderverdeeld in de volgende onderafdelingen en artikelen :

"Onderafdeling 1. Algemene bepalingen

Art. 26/9. Voor de flexibele buitenschoolse opvang, wordt onder aanwezigheidsdag verstaan :

1° de aanwezigheid van een kind dat deelneemt aan georganiseerde opvang vóór 7U00 tijdens de werkdagen;

2° de aanwezigheid van een kind dat deelneemt aan de georganiseerde opvang na 18U00 tijdens de werkdagen;

3° de aanwezigheid van een kind gedurende minstens 3 uur tijdens de weekenddagen.

Onderafdeling 2. Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie van type 2 en berekening van het jaarlijkse bedrag van de subsidie

Art. 26/10. Een aanvullende subsidie kan aan de opvangoperator worden toegekend voor plaatsen die een subsidie van type 1 of 2 ontvangen, op grond van artikel 35/1 van het decreet, met naleving van de volgende voorwaarden :

1° de operator wordt in een programmatie opgenomen overeenkomstig de artikelen 22/3 tot 22/5 van het "ONE"-decreet. In het kader van de programmatie kent de Dienst het recht op de aanvullende subsidie toe, en stelt, per dienst en binnen de perken van de beschikbare middelen, het aantal voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen voor een periode van één jaar, subsidieerbare capaciteit genoemd. Die capaciteit is lager dan of gelijk aan de opvangcapaciteit van een dienst. Bij verlies van de steungelden en subsidies voor tewerkstelling bedoeld in artikel 26/12, kan de Dienst een nieuwe subsidieerbare capaciteit vaststellen;

2° het opvangpersoneel legt een uittreksel uit het Strafregister over dat wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering;

3° de opvangoperator moet, op de opvangplaats, een opening bieden :

a) van minstens 15 uur, als driemaandelijks gemiddelde, gedurende een flexibele periode, over maandag tot vrijdag verdeeld, naast de uren die in aanmerking worden genomen voor de subsidie van type 1 of 2

b) van minstens 220 dagen per jaar;

4° voor de flexibele perioden, kan de opvangoperator een financiële bijdrage van hoogstens 2 euro per uur vragen. Dat bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen;

5° de opvangoperator werkt een opvangproject uit dat in overeenstemming is met de kwaliteitsopvangcode. Het opvangproject moet ook aangepast worden aan de kenmerken van dat type opvang, inzonderheid de verschoven uurrooster, het overdragen van informatie, het ritme van het kind.

6° de opvangoperator biedt, voor elke opvangplaats, een begeleiding door een buitenschoolse opvangouder voor 14 aanwezige kinderen. De personen die in aanmerking worden genomen in de begeleidingsnormen zijn :

a) de personen die met een arbeidsovereenkomst worden tewerkgesteld overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet;

b) de statutaire personeelsleden van het openbaar ambt, die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet;

7° de opvangoperator dient een dossier in betreffende een aanvraag om toekenning van een subsidie bij de Dienst, die de volgende gegevens omvat :

1° de benaming van de inrichtende macht, haar juridisch statuut dat wordt bekrachtigd door een afschrift van haar statuut of een afschrift van de na beraadslaging door de bevoegde organen genomen beslissingen, het adres van de zetel, de paritaire commissie waaronder ze ressorteert, haar bankrekeningnummer en de persoonlijke gegevens van de verantwoordelijke;

2° de plaatsen waar de kinderen kunnen worden opgevangen, die in de aanvraag worden bepaald, met een beschrijving van die plaatsen;

3° het opvangproject, met vermelding van de nadere regels betreffende de flexibele opvang,

4° in voorkomend geval, de wijzen, met inbegrip van de begeleiding, en de voorzienbare verplaatsingsduur;

5° het aanbod en de activiteiten van de opvang voor elke plaats en elke periode gedurende welke kinderen worden opgevangen;

6° het begeleidingspercentage dat door de opvangplaats wordt toegepast;

7° de kwalificatie van het personeel in elke opvangplaats;

8° de bedragen van de financiële bijdrage, voor elke opvangactiviteit van de personen die hun kinderen toevertrouwen;

9° elk ander document dat voor de programmatie vereist is.

De Dienst kent het recht op de aanvullende subsidie toe voor een subsidieerbare capaciteit, die wordt bepaald door een aantal subsidieerbare aanwezigheidsdagen over een periode van één jaar.

Art. 26/11. Er wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan de opvangoperator. Ze wordt berekend op grond van :

1° een geïndividualiseerd vast bedrag dat door de Dienst wordt vastgesteld om de loonlasten van de buitenschoolse opvangpersonen te dekken. Het vast bedrag houdt zoveel mogelijk rekening met het referentiebarema dat in bijlage 6 wordt bepaald, met de werkgeverslasten die op de brutobezoldiging worden berekend, met de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de RSZ-lasten in verband daarmee. Het vast bedrag wordt toegekend in verhouding tot één halve-tijd per volledige schijf van 2.360 aanwezigheidsdagen. In afwijking daarvan, wordt het eerste vast bedrag van ambtswege toegekend;

2° een vast bedrag om de werkingskosten van 10 % van de som van de vaste bedragen vermeld in 1° te dekken, vóór de aftrek bedoeld in het tweede lid;

In het in het eerste lid, 1° bedoelde geval en in het kader van de door de ONE subsidieerbare capaciteit, worden de vaste bedragen verminderd met de steungelden voor tewerkstelling die door de Gewesten worden toegekend, met inbegrip van de verminderingen van de bijdragen inzake sociale zekerheid, en met de subsidies voor tewerkstelling die worden toegekend door de andere overheidsniveaus en bestemd voor de flexibele buitenschoolse opvang.

Dat bedrag is een maximumbedrag voor de subsidies. Het wordt vanaf het burgerlijk jaar 2015 geïndexeerd, door op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van het voorafgaande burgerlijk jaar toe te passen. De financiële bijdragen van ouders worden niet afgetrokken.

Onderafdeling 3. Aanvraag om subsidies en vereffening van subsidies

Art. 26/12. De nadere regels voor de aanvraag om een subsidie en de vereffening van een subsidie, alsook de verantwoording van die subsidie zijn deze die bepaald zijn voor de erkende en gesubsidieerde opvang van type 2, zoals bepaald in de artikelen 26/5 tot 26/8."

Art. 11. In hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, wordt afdeling VI van dit besluit vervangen door een nieuwe afdeling V, met als opschrift "Toezicht", die artikel 27 van hetzelfde besluit, alsook de volgende nieuwe artikelen omvat :

"Art. 27/1. De opvangoperator houdt, op elke opvangplaats, de individuele inschrijvingsdossiers bij, met vermelding van, inzonderheid, de persoonlijke gegevens van het kind, van de personen die het kind hebben toevertrouwd, die het mogen komen afhaken, met wie men in contact kan komen in spoedgevallen, de persoonlijke kenmerken van het kind waarmee rekening dient te worden gehouden, en een dagelijkse presentielijst. Dat register moet gedurende drie jaar door de opvangoperator worden bewaard.

De operatoren van de erkende en gesubsidieerde opvang van type 1, die een positieve differentiatiesubsidie genieten, bewaren eveneens gedurende drie jaar de verantwoordingsstukken die worden meegedeeld door de personen die met de ouderlijke macht bekleed zijn, op grond waarvan zij die subsidie kunnen aanvragen.

Art. 27/2. De Dienst kan controles ter plaatse uitvoeren. Elke opvangoperator :

1° verstrekt aan alle door de Dienst aangestelde controleurs, op hun aanvraag, alle inlichtingen die ze nodig hebben om hun opdracht uit te oefenen; van die verplichting mag geen vrijstelling worden verleend om welke reden dan ook;

2° deelt aan alle door de Dienst aangestelde controleurs, op hun aanvraag en zonder verplaatsing, de registers, staten, brieven en andere documenten mee waarvan de raadpleging voor hen nuttig zou kunnen zijn voor de uitoefening van hun opdracht;

3° brengt vooraf de Dienst schriftelijk op de hoogte van elke wijziging betreffende zijn activiteiten of zijn werkwijze die belangrijke gevolgen zou kunnen hebben op de opvangvoorwaarden."

Art. 12. Tussen artikel 30 en 31 van hetzelfde besluit, wordt het volgende ingevoegd :

"Art. 30/1. Tussen 1 januari 2015 en 30 september 2017 wordt een overgangperiode bepaald voor het beheer en de financiering van de FCUD-projecten door de Dienst.

Gedurende die overgangperiode kent de dienst een jaarlijkse subsidie toe die gelijk is aan de subsidie die voor het jaar 2012 werd ontvangen ten laste van het in § 1 bedoelde fonds, die vanaf het burgerlijk jaar 2015 wordt geïndexeerd door op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van het voorafgaande burgerlijk jaar toe te passen, voor zover de opvangoperator het bewijs kan leveren dat die subsidie werd aangewend overeenkomstig de in artikel 26/6 bedoelde bepalingen.

Indien dat jaar, ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden, als weinig representatief voor de gewone activiteit van de dienst kan worden beschouwd, op grond van een met redenen omklede aanvraag, kan de Dienst het jaar 2011 als referentiejaar nemen.

De Dienst kent driemaandelijkse voorschotten toe die overeenstemmen met 20 % van de in het tweede lid bedoelde jaarlijkse subsidie.

Het saldo van de subsidie wordt vereffend nadat de Dienst een jaarlijks dossier heeft onderzocht dat aan de bepalingen van artikel 27/7 beantwoordt.

De subsidie wordt verminderd in verhouding tot het aantal maanden die de periode telt.

Op het einde van de overgangperiode, stelt de Dienst de subsidieerbare capaciteit van de FCUD-projecten vast met toepassing van dit besluit.

Art. 30/2. De project-verantwoordelijken en de buitenschoolse opvangpersonen van de FCUD-projecten die, op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, in functie zijn, worden geacht aan de voorschriften van artikel 18 van het decreet te voldoen.

Art. 30/3. Gedurende de overgangperiode, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt de Dienst ertoe gemachtigd de in artikel 30/1, tweede lid bedoelde subsidie te vermeerderen tot het maximumbedrag waarop een operator aanspraak kan maken, wanneer deze door de Dienst als huiswerkinstituut of vakantiecentrum werd gesubsidieerd.

Art. 30/4. Gedurende de overgangperiode, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt de Dienst ertoe gemachtigd aanvullende subsidies toe te kennen met toepassing van de in zijn beheersovereenkomst vastgestelde criteria."

Art. 13. De artikelen 14, 2°, 19, 20, 22, 23, 24, 1° tot 5°, 25, 1°, 26, 27, 29 tot 35 van het decreet van 26 maart 2009, tot wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ", en het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang treden in werking op 1 januari 2015."

Art. 14. Er wordt een bijlage 6 ingevoegd, die bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Art. 16. De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
J. MILQUET